

CEDEAO/ Paix, vivre-ensemble,

tolérance et économie

P.13

LES PEULS ET HAALIPULARS GUINÉENS RÉUNIS AU SEIN DE LA CNFHPPG S'ACTIVENT



TR TOGOREVEIL

TR 542 du 22 Sept. 2023

Le pari d'une actualité qui réveille

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Recherche scientifique

L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE SALUE L'ENGAGEMENT DU CHEF DE L'ETAT

P.3



Du 20 septembre au 20 décembre 2023

L'OTR BAISSA LES PRIX DE DOUANE POUR LES VÉHICULES EN SOUFFRANCE

P.14

BONS RÉSULTATS DE FIN D'ANNÉE SCOLAIRE, FRUITS DE DÉCISIONS POLITIQUES SALVATRICES

P.14

Vers la mise en place d'un Fonds de soutien à la Recherche et à l'Innovation

LE TOGO LANCE LE SERVICE MSP

P.3

Togo: 400 SALLES DE CLASSE CONSTRUITES EN 2022

P.6

Théâtre à Fiohomé SÉFAKO FAIT SA PREMIÈRE MISE EN SCÈNE

P.15



14^e (CCMEFP-UEMOA)

DES RECOMMANDATIONS EN FAVEUR DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

P.4

Plus de 4 Millions d'abonnés!

DR CLAUDIUS FISCHBACH, LE NOUVEL AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE AU TOGO PREND FONCTION

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a reçu, ce 19 septembre 2023, les lettres de créance du nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Fédérale d'Allemagne, Dr Claudius Fischbach.

Au cours de son premier entretien avec le chef de l'Etat, le diplomate allemand a salué le dynamisme de la coopération entre Berlin et Lomé. Dr Claudius Fischbach entend contribuer au renforcement de ce partenariat qui plonge ses racines dans une histoire commune, afin de matérialiser les ambitions du gouvernement togolais.

« L'Allemagne et le Togo sont particulièrement liés par l'histoire. Je vais contribuer au renforcement de cette coopération séculaire, pour mieux répondre aux désirs et aux espoirs du peuple et du

gouvernement togolais » a-t-il précisé.

La République Fédérale d'Allemagne et le Togo entretiennent d'excellentes relations de coopération pour relever les défis communs avec la mise en œuvre de différents projets de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. Pour assurer un meilleur suivi de ce partenariat, les deux parties ont institué des consultations périodiques qui se déroulent tous les deux ans alternativement en Allemagne et au Togo.

A l'issue des consultations bilatérales en novembre 2022 à Berlin, l'Allemagne s'est engagée à soutenir davantage le Togo dans sa politique de développement.

A l'occasion, les deux parties avaient décidé de poursuivre la mise en œuvre des projets pilotés par la GIZ et la KfW, sous forme

d'appui technique et financier autour des quatre principaux axes de coopération.

Il s'agit du développement économique durable et de la formation professionnelle, la transformation agro-industrielle, la décentralisation et la bonne gouvernance financière ainsi que le renforcement du système sanitaire. Avant sa nomination au Togo en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Dr Claudius Fischbach, exerçait les mêmes fonctions près le Qatar. Il avait aussi occupé de grandes responsabilités notamment à l'ambassade d'Allemagne en Iran, au Maroc, au Brésil et au Paraguay. Il succède ainsi à Matthias Veltin.

La Rédaction



MUTEBER KILIÇ, LA NOUVELLE AMBASSADRICE DE TURQUIE PRÉSENTE SES LETTRES DE CRÉANCE AU CHEF DE L'ÉTAT



Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a reçu ce mardi 19 septembre 2023, les lettres de créance de la nouvelle ambassadrice de Türkiye près le Togo, Mme Muteber Kılıç.

La diplomate turque a félicité le chef de l'Etat pour la qualité des relations de coopération qui unissent les deux pays. Elle s'est réjouie des progrès réalisés ces dernières années, particulièrement dans les domaines diplomatique, culturel et des affaires, tout en réaffirmant sa volonté de renforcer davantage ces liens de coopération.

« La Turquie et l'Afrique ont des relations qui se développent ces dernières années dans tous les domaines et le Togo, bien sûr, occupe une place particulière dans ces relations. Le bilan est positif, mais nous pourrions faire davantage. Nous avons à cet égard échangé sur le renforcement de la coopération bilatérale. Et je suis prête à faire tout le nécessaire pour développer nos rapports avec le Togo » a-t-elle déclaré. En effet, le Togo et la Turquie développent une coopération fructueuse dans plusieurs domaines d'intérêt commun.

Au plan diplomatique, les deux pays ont conclu en 2020 plusieurs accords et protocoles d'entente notamment l'établissement d'un mécanisme de consultation politique entre leurs ministères des Affaires étrangères, un accord d'exemption réciproque de visa pour les détenteurs de passeport officiel et un mémorandum d'entente relatif à la coopération entre le ministère des Affaires étrangères togolais et l'Académie diplomatique de la République de Turquie.

Au niveau commercial, les échanges entre le Togo et la Turquie se sont intensifiés sur la même période. « Le volume des échanges était à peu près de 128 millions de dollars en 2021 et ce volume a atteint presque 200 millions de dollars à la fin de l'année dernière. Il y a un potentiel important qu'on pourrait développer davantage » a précisé Madame Muteber Kılıç.

Ce partenariat est le fruit des consultations bilatérales, des échanges politiques et des visites mutuelles au plus haut niveau. En octobre 2021, le Président Recep Tayyip Erdogan a effectué sa première visite officielle au Togo, une visite historique au cours de laquelle les leaders togolais et turcs ont convenu de l'impérieuse nécessité de renforcer la coopération économique et les échanges commerciaux à travers le rapprochement du secteur privé turc et togolais.

A l'invitation de son homologue de la Turquie, le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé s'est rendu à Ankara le 3 juin 2023 à l'occasion de la cérémonie d'investiture, pour lui réitérer sa volonté de poursuivre le renforcement des relations de coopération et la diversification des échanges.

A noter que Madame Muteber Kılıç, qui succède à Mme Esra Demir, est diplômée en droit et jouit d'une riche expérience au plan international, acquise respectivement à l'Ambassade de Turquie au Koweït, à Bruxelles, à Moscou, au Kazakhstan et à Tbilissi.

La Rédaction

Paix, sécurité et protection de l'environnement :

UNOWAS CONCERTE FAURE GNASSINGBÉ



Le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS) concerte Faure Gnassingbé sur les questions de la paix, la stabilité et la protection de l'environnement.

Le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS), M. Leonardo Santos Simão a été reçu en ce sens ce jeudi 14 septembre 2023 par le Président de la République togolaise, Faure Gnassingbé.

Le nouveau représentant s'est enquéri de la vision du chef de l'Etat sur les défis sécuritaires et humanitaires afin de mieux renforcer l'engagement de l'UNOWAS pour une meilleure coordination des efforts des pays pour la consolidation de la paix et la stabilité.

« Le Président de la République a partagé avec moi sa vision des défis dans la région ainsi que les succès

enregistrés. Il a surtout insisté sur la nécessité de travailler ensemble pour la consolidation de la paix et la stabilité, la lutte contre le terrorisme et le changement climatique ».

Le Mozambicain s'est réjoui des orientations du dirigeant togolais et de son engagement constant en faveur de la paix et la stabilité.

L'engagement du dirigeant togolais en faveur de la consolidation de la paix et de la démocratie, la gestion des crises sécuritaires et humanitaires, gage de l'intégration économique et du développement de la région, n'est plus à démontrer. Le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS) est chargé de la diplomatie préventive, des bons offices et des efforts de médiation et de facilitation politiques en Afrique de l'ouest et au Sahel.

Marcel SOGLO

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.perspectiveinfo.com/togoreveil



Recherche scientifique

L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE FÉLICITE ET SALUE L'ENGAGEMENT DU CHEF DE L'ÉTAT FAURE GNASSINGBÉ

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a échangé ce 19 septembre 2023, avec le professeur Slim Khalbous, Recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). L'universitaire était à Lomé dans le cadre de la première édition du Salon de valorisation des résultats de recherches et de l'innovation en Afrique de l'ouest (SaVaRRI-AO) tenu du 18 au 20 septembre 2023 au Centre Togolais d'Exposition Foire (CETEF-Togo 2000).

Le professeur Slim Khalbous a félicité le chef de l'Etat pour son engagement pour la promotion de la recherche scientifique et de l'innovation dans l'espace francophone et lui a exprimé la reconnaissance de l'institution pour la tenue de ce salon dans la capitale togolaise.

« C'est un projet éminemment important parce qu'il concerne le développement de nos pays par la recherche. Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a soutenu ce projet qui permet d'améliorer tous nos secteurs vitaux comme l'agriculture,



la médecine et l'éducation » a-t-il déclaré à l'issue des entretiens. Au regard de cette détermination du chef de l'Etat, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) est disposée à accompagner davantage le Togo dans le domaine

de l'enseignement supérieur et de la recherche à travers notamment l'organisation des états généraux de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pour le Recteur de l'AUF, la tenue de cette assise, en collaboration

avec le ministère de l'Enseignement supérieur, permettra de « mettre le cap sur l'excellence et l'amélioration des systèmes éducatifs, universitaires et de recherches en vue de voir l'avenir par le savoir et par l'éducation ».

Dans cette dynamique de partenariat avec le Togo, l'AUF prévoit également de soutenir la politique d'employabilité des diplômés du supérieur initiée par le chef de l'Etat. Ce programme vise à assurer à ces jeunes togolais un travail décent, à travers des formations complémentaires avec des certifications professionnelles dans les centres d'employabilité francophones des universités publiques.

Pour rappel, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) est une association d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche et des opérateurs de la Francophonie universitaire.

Elle regroupe plus de 1000 universités, grandes écoles, réseaux universitaires et centres de recherche scientifique utilisant la langue française. À ce titre, l'AUF met en œuvre, dans son champ de compétences, les résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage.

La Rédaction

Vers la mise en place d'un Fonds de soutien à la Recherche et à l'Innovation

LE TOGO LANCE LE SERVICE MSP

Le service du Mécanisme de soutien aux politiques (MSP) pour la création d'un Fonds national pour la recherche et l'innovation au Togo a officiellement été lancé ce mardi 19 septembre en marge du Salon de la Valorisation de la Recherche et l'Innovation (SaVaRRI) à Lomé. La cérémonie a été présidée au nom du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche par sa Directrice de Cabinet Mme Ama Dzifa Gameti en présence des différents partenaires au rang desquels Mme Simona MARI, Sénior Experte de la Commission de l'Union Européenne.

Le financement de la recherche et de l'innovation constitue l'un des plus grands défis qui se posent au Togo. Cela entrave sérieusement le potentiel de croissance économique et de développement durable du pays. Face à cette situation, le gouvernement, par le biais de ministère de l'enseignement et de la recherche, a fait de la mise en place d'un Fonds de soutien à la recherche et à l'innovation (FSRI) une priorité et a présenté, à cet effet, une manifestation d'intérêt pour un service du Mécanisme de soutien aux politiques de R&I de l'OEACP (MSP), le 16 mars 2023. Cette requête a été honorée par le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) le 18 avril 2023, dans le cadre du Programme R&I de l'OEACP, financé par l'Union Européenne (UE). Le but de ce service MSP est de fournir une assistance technique pour aboutir à des recommandations opérationnelles qui seront utilisées par les autorités nationales pour le développement d'un fonds national de soutien à la recherche et de l'innovation.

Mme Simona Mari, experte Senior de la Commission de l'Union Européenne se dit confiante que la mission sera fructueuse. Pour elle le Fonds permettra de promouvoir les incitations financières comme des allègements fiscaux, des financements souples. Elle promeut encore plus le partenariat public et privé. Prof. Kouami KOKOU, Directeur national de la recherche scientifique et technique (MESR) pour sa part



souligne que le service «un projet fédérateur régional» reste un outil plein d'opportunités tel que la création d'emploi.

Le principal enjeu est de mettre à la disposition du MESR un guide d'orientation pour la mise en place dudit Fonds. Ce guide, étape par étape, orientera les autorités nationales dans la mise en place du FSRI, la mobilisation des ressources et la gestion efficace de ce fonds, y compris sa gouvernance, le mécanisme de gestion des demandes et les processus de sélection. Grâce à ce FSRI, le gouvernement ambitionne d'élargir l'espace politique et institutionnel pour les innovateurs technologiques de base, mais également de créer des liens efficaces, des synergies et des complémentarités entre le gouvernement, les universités, l'industrie et la société, permettant ainsi au Togo de devenir une société créative et basée sur la connaissance. Ce Fonds contribuera à réaliser les objectifs de la « Feuille de Route gouvernementale 2025 », qui vise à créer des emplois en exploitant les potentiels du pays dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

Le MSP est en réalité un outil innovant, bénéficiant aux autorités publiques nationales ou régionales en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Il vise entre autres à améliorer la qualité et l'efficacité des

écosystèmes nationaux de la Recherche et l'innovation ; à améliorer la conception et la mise en œuvre de politiques et de stratégies de la Recherche et l'Innovation fondées sur des données probantes.

Le service sera assuré par un ensemble d'acteurs notamment un panel d'experts, une équipe nationale du Togo et une équipe MSP qui dirigera et soutiendra la mise en œuvre des activités du service et assurera la haute qualité de leur mise en œuvre et de leurs résultats.

«Le service MSP suivra trois étapes à savoir planification, phase de terrain et phase de clôture. Nous commençons aujourd'hui et d'ici avril nous nous assurerons de fournir le MESR un rapport de recommandations politiques (RRP), sous la forme d'un guide d'orientation pour la mise en place du FSRI, sera remis au MESR. Il sera basé sur des données probantes et des enseignements tirés de la pratique et de l'analyse d'approches similaires de Fonds d'innovation nationaux et régionaux introduits dans d'autres pays», a déclaré Prof. Kokou Tona, président du Panel avant d'inviter tous à apporter leurs contributions pour la réussite de cette mission.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche par l'entremise de sa Directrice de cabinet a exprimé son engagement «à

mettre tout en œuvre pour porter à l'attention des plus hautes autorités du pays le rapport de recommandations politiques qui en découlera pour que notre pays puisse se doter de cet instrument indispensable qu'est le Fonds de soutien à la recherche et à l'innovation.»

«ce fonds permettra au Gouvernement togolais, non seulement d'élargir l'espace politique et institutionnel des innovateurs technologiques de base, mais également de créer des liens efficaces, des synergies et des complémentarités entre le Gouvernement, les universités, l'industrie et la société. Ce Fonds contribuera à réaliser les objectifs de la «<< Feuille de Route gouvernementale 2025 », qui vise à créer des emplois en exploitant les potentiels du pays dans le domaine de la recherche et de l'innovation», a-t-elle ajouté. Ouvert le 18 septembre sur le site de la Foire CETEF-Togo 2000, le Salon de la Valorisation des Résultats des Recherches et de l'Innovation AO 2023 a pris fin ce 20 septembre. Le thème retenu pour cette première édition est «Libérer le potentiel de la recherche et de l'innovation pour un développement inclusif et durable Afrique de l'Ouest.»

Komla YAWO

DES RECOMMANDATIONS EN FAVEUR DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) plus le Tchad, disposent désormais d'un outil informationnel, communicationnel et des stratégies pour mieux faire face à la problématique inadéquation Formation-Emploi.

Les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) sont parvenus à des stratégies pour garantir des emplois aux jeunes de son espace communautaire. A la faveur de la 14^e Conférence du cadre de concertation de ses ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle (CCMEFP-UEMOA), des recommandations ont été adoptées en faveur d'une meilleure résolution de la problématique inadéquation Formation-Emploi. La rencontre ouverte par le Premier Ministre togolais, Mme Victoire TOMEGAHOGBE a enregistré la présence de plusieurs Ministres en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, des points focaux des pays membres plus le Tchad, des experts et des partenaires dont le représentant de la Coopération suisse. Elle a servi d'occasion aux participants d'adopter des recommandations à l'endroit de l'UEMOA et des Etats qui la composent. L'objectif est d'offrir une formation professionnelle adéquate débouchant sur une insertion socio-professionnelle des jeunes et femmes.

Pour ce faire, la rencontre a servi de cadre d'échanges et de partage d'expérience entre les Etats.

L'expérience du Togo

En ouvrant les travaux au nom du Président de la République, la Cheffe du Gouvernement a invité les participants à « oser », « innover », et « construire » avec la jeunesse pour, dit-elle, « répondre au défi majeur de l'emploi ». Elle a en outre rappelé les expériences du Togo en matière de la formation professionnelle et sa stratégie de création d'emplois en faveur des jeunes. « Nous avons misé sur



la formation pratique ciblant les secteurs porteurs dans les IFAD, la digitalisation, le partenariat public-privé pour la création de plateformes industrielles et l'amélioration du climat des affaires », a-t-elle fait mention.

Pour le Ministre togolais en charge de la formation professionnelle, M. Kokou Eke Hodin, il est « impérieux de procéder périodiquement à une veille économique active, à l'évaluation du double secteur formation-emploi, afin de l'arrimer aux exigences d'un environnement de travail de plus en plus dynamique ».

La Côte d'Ivoire prend les rênes

La Côte d'Ivoire a été désignée pour abriter la 15^{ème} Conférence de ce cadre de concertation. Son Ministre en charge de la formation professionnelle, Koffi N'GUESSAN succède à son homologue togolais Kokou Eke Hodin à la tête du Cadre de Concertation. Une passation des charges s'est déroulée entre les deux (02) officiels en marge de cette réunion ministérielle. Le nouveau Président entend œuvrer pour apporter un nouveau

dynamisme à ce cadre. Il a félicité son prédécesseur pour la réussite de son mandat malgré la crise à la covid-19. M. Koffi N'GUESSAN a exprimé sa reconnaissance à l'endroit des dirigeants Faure Gnassingbé du Togo et Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire ainsi que ceux des autres pays de l'espace UEMOA.

Des recommandations

A l'issue des travaux portant notamment sur la mutualisation des ressources de formation professionnelle, les collèges communautaires, le programme de bourses canadiennes et les bilans financiers présentés, un document contenant des recommandations adoptées à l'unanimité des participants, a été lu et approuvé. Ainsi, à l'endroit de la Commission de l'UEMOA, il est recommandé de créer un Observatoire sous régional de l'Emploi et de la Formation (OSREF) (Echéance 31/12/2025); d'organiser la table ronde des bailleurs de fonds afin de mobiliser les ressources financières au profit des collèges communautaires des pays ayant satisfait aux conditionnalités de la

feuille de route adoptée en 2021 (Echéance 31/12/2024); d'engager une discussion institutionnelle avec la Direction du Développement et de la Coopération suisse pour solliciter une prorogation du Programme Régional Formation Professionnelle (PROFOR) de deux ans; d'engager une simplification des procédures de la Commission de l'UEMOA applicable au PROFOR;

A l'endroit des Etats

En ce qui concerne les Etats, la conférence demande d'accélérer le processus de mise en place des Observatoires Nationaux de l'Emploi et la Formation (ONEF) autonome dans les Pays qui sont encore en retard; de mettre en place un Système Intégré d'Information sur le Marché de l'Emploi (Echéance 30/06/2025). La conférence invite les pays qui n'ont pas encore mis en œuvre la feuille de route adoptée le 08 octobre 2021 et portant sur les collèges communautaires, de prendre les dispositions nécessaires pour une mise en œuvre effective de ladite feuille de route au plus tard le 31 décembre 2023; de désigner le Secrétaire Général ou le Directeur de Cabinet ou le Directeur de Cabinet

Adjoint comme Superviseur, chargé de la coordination administrative des Commissions de suivi et de préparation de la Conférence des Ministres et d'ouvrir la composition de ladite commission au secteur privé, comme acteur incontournable de la formation et de l'insertion des jeunes et des femmes.

La Conférence des Ministres a remercié la République du Togo pour avoir accueilli cette rencontre. Elle remercie par la même occasion la République de Côte-d'Ivoire pour avoir accepté d'accueillir la 15^{ème} Conférence des Ministres.

Selon le nouveau Président du cadre de concertation des Ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle, M. N'GUESSAN Koffi, ses recommandations constituent un « socle pour les décisions pertinentes » des Etats. Pour son prédécesseur, Kokou Eke Hodin, ses recommandations prises constituent un « arsenal efficace pour la création d'emploi et le développement des compétences ». « Nos travaux ont permis de prendre des décisions en vue de dégager des meilleures perspectives entre autres l'emploi décent pour les femmes et les enfants », s'est-il réjoui lors de la fermeture des travaux.

Cette 14^{ème} Conférence a fermé ses portes avec un dîner de gala au cours duquel le Ministre Kokou Eke Hodin a offert des mets locaux aux délégations des pays frères. L'occasion également pour son successeur de décliner ses ambitions : « Durant le mandat que je vais entreprendre dès ce soir, je dois réfléchir autrement ; réfléchir à une autre révolution éducative qui permettra à nos jeunes d'être bien formés et d'avoir des idées innovantes », a-t-il indiqué avant de souligner que la jeunesse constitue un atout pour l'Afrique ; mais n'est pas bien formés. « Le système d'éducation de l'UEMOA connaît des limites. Il faut trouver la parade. La formation professionnelle et l'enseignement technique constituent des alternatives ».

Marcel SOGLO

Perturbations dans la fourniture des produits pétroliers

RETARD DANS LA LIVRAISON ET NON UN RÉAJUSTEMENT DES PRIX, RASSURE LE GOUVERNEMENT

Au Togo le carburant s'est fait rare ces derniers jours dans le pays. Selon le gouvernement ces perturbations observées dans la fourniture des produits pétroliers sont consécutives au retard de livraison et non une augmentation de prix en vue.

Ainsi dans un communiqué en date de ce 18 septembre 2023 la Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale Rose Kayi MIVENDOR-SAMBIANI invite les

responsables des stations-services au respect scrupuleux des prix en vigueur depuis le 28 janvier 2023.

Les perturbations constatés dans l'approvisionnement de certaines stations-services sur toute l'étendue du territoire national sont donc dues à un retard dans la livraison des produits pétroliers. Le ministre à travers le communiqué rassure la population des dispositions prises pour un retour progressif à la normale ce lundi 18 septembre 2023. «Par

ailleurs, le Gouvernement rassure la population que les prix des produits pétroliers à la pompe n'ont connu aucun réajustement», précise le communiqué.

D'ailleurs, des contrôles sont en cours sur toute l'étendue du territoire national et les contrevenants seront sanctionnés conformément à la réglementation en vigueur dans notre pays.

Komla YAWO





Pour la Grandeur de Votre Coeur
Nous Accompanyons toutes
vos Oeuvres Sociales

COUVERTURE
MEDIATIQUE GRATUITE
DES ACTIONS
HUMANITAIRES

Personnes Physiques

ONG

Entreprises Privées et Publiques

Institutions Internationales



Solidarité & Développement

Contactez-nous par Whatsapp Au +228 90 02 76 54

www.oratv.tg

Togo :

400 SALLES DE CLASSE CONSTRUITES EN 2022



Sans des infrastructures d'accueil adaptées aux besoins, il ne peut pas avoir d'éducation fiable ni inclusive. La même chose vaut pour l'absence ou l'insuffisance des enseignants, transmetteurs de savoir. Le Togo a compris la chose

depuis longtemps et enchaîne sans cesse les initiatives d'installation des bâtiments scolaires et de recrutement du personnel enseignant.

Pour le premier volet (infrastructures), les pouvoirs publics mettent les moyens en

place pour avoir des salles de cours sûres et en nombre suffisant. Dans les zones où l'affluence des élèves est forte, il y a un système de double flux pour permettre à tous de s'instruire.

Résultats des efforts

L'année écoulée, ce sont 400 salles de classe qui ont été construites sur l'étendue du territoire pour accueillir les élèves. Douze mois plus tôt, soit au titre de l'année scolaire 2020-2021, le bilan est de 705 salles de classe construites. La grande ambition est d'avoir au moins 30 000 salles de classe à l'horizon 2025.

Les programmes phares

Le Projet d'appui à la réforme des collèges (Parec) en fait partie. Il est destiné à offrir un cadre d'apprentissage convenable aux apprenants. La deuxième phase du Parec s'étend de 2019 à 2023, avec un financement d'environ 10 milliards de francs CFA (15 millions d'euros).

Parmi les volets du Parec 2 il y a la construction de 380 salles de classe supplémentaires dans 92 collèges publics avec l'installation des équipements sanitaires ; l'accompagnement

de la gouvernance des établissements pour un environnement scolaire protecteur et sensible au genre ; la formation de 4 000 chefs d'établissements, enseignants volontaires et titulaires...

Avant la phase 2, le Parec 1 (2014-2018) doté d'une enveloppe de 05 milliards de francs a favorisé la construction de 160 salles de classe, la formation de 3 000 enseignants et directeurs d'établissements, l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage.

Recrutement des enseignants

Un nouveau concours a été lancé par le ministère de la Fonction publique dans la seconde moitié de 2023. Il permettra d'embaucher 4 501 personnes qui vont renforcer les effectifs pour l'année scolaire 2023-2024. En 2020, l'on a recensé approximativement plus de 41 000 enseignants du système éducatif. Plus de 2 000 se sont ajoutés à eux en 2021 et 3 000 autres personnes sont venues gonfler les rangs en 2022.

La Rédaction



Dessin de S. Tatchev

Le transport et la logistique :

UNE ÉVOLUTION CONSTANTE AU TOGO



Les stratégies sont multipliées pour qu'il en soit toujours ainsi. Le développement des infrastructures attrayantes et utiles est précurseur de l'émergence socioéconomique, ce qui motive assez les dirigeants dans leur objectif de bâtir un pays moderne. D'importants chantiers réalisés ces dernières années permettent de mieux assurer les activités liées au transport et à la logistique.

Le nombre de routes en bon état s'accroît, les pistes rurales sont aménagées, les secteurs portuaire et aéroportuaire respirent mieux et la logistique (ensemble des moyens et méthodes de transport, de manutention ou de ravitaillement) laisse entrevoir un avenir meilleur.

Réalisations phares Elles sont pléthoriques. Celles qui attirent les plus les attentions sont la modernisation du port autonome de Lomé (PAL) avec la construction du troisième quai et Lomé Container Terminal (LCT) qui est un terminal

à conteneurs leader en Afrique de l'Ouest.

Il y a aussi la réadaptation de l'aéroport général Gnassingbé Eyadema avec la construction d'une nouvelle aérogare moderne. Se trouve aussi à Adétikopé une plateforme industrielle (PIA) avec un port sec qui décongestionne le port de Lomé.

Augmentation des chiffres d'affaires sur la plateforme portuaire

C'est le résultat de sa rénovation. Les chiffres sont passés à 39 milliards de francs CFA en 2022. En 2018, les recettes étaient de 29 milliards de francs. Autrement dit en 05 ans l'infrastructure a augmenté ses chiffres d'affaires de 34%.

D'autres facteurs connaissent une évolution comme les activités de transbordement. De 2018 à 2022, elles ont avancé de 46%. Le nombre de conteneurs traités est passé de 1 074 583 à 1 569 138 et le nombre de navires accueillis est passé de 1

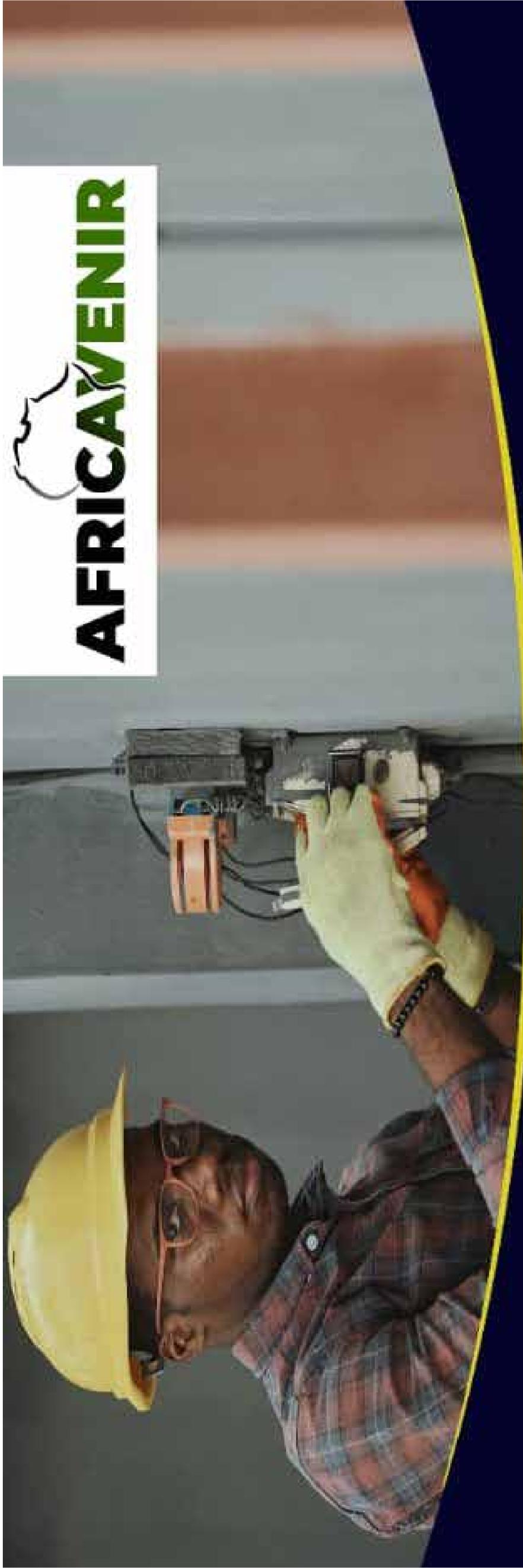
461 en 2018 à 1 662 en 2022.

La PIA pour lutter contre la pauvreté et le chômage

Elle porte l'ambition de créer 35 000 emplois, industrialiser le pays et faire de lui un hub logistique économiquement viable pour les citoyens et les investisseurs. Depuis juin 2021 où la Plateforme industrielle d'Adétikopé a été lancée, elle engendre des réalisations positives.

L'une d'elles est le port sec ou encore le terminal à conteneurs. Le premier est un site de manutention et de transbordement des marchandises en provenance ou à destination du port de Lomé, au profit des pays de l'hinterland. Il couvre une superficie de 20 hectares et est doté d'une capacité de 150 000 conteneurs. Le terminal lui, a une capacité de traitement de 12 500 conteneurs. Le paysage économique togolais change à une grande vitesse.

La Rédaction



AFRICAVENIR

JE SUIS UN TECHNICIEN QUALIFIE EN BATIMENT JE VEUX TRAVAILLER EN ALLEMAGNE JE POSTULE A AFRICAVENIR

En Envoyant juste

- MON DIPLOME
- MON ATTESTATION DE FIN DE FORMATION
- ET MON CV

Des professionnels vous facilitent un contrat de travail et vous assurent votre insertion socio-professionnelle en Allemagne

AFRICAVENIR

L'Afrique des Opportunités



004917449966697

Enseignement supérieur

LA RENTÉE FIXÉE AU 9 OCTOBRE ET VOICI LE DÉCOUPAGE DE L'ANNÉE ACADÉMIQUE 2023-2024, UNIFORMISÉE

Les établissements publics et privés ont en commun un calendrier pour l'année académique 2023-2024 comme défini par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi, la reprise des cours est fixée au lundi 09 octobre.

Voici, le découpage de l'année 2023-2024
SEMESTRE HARMATTAN

Enseignements : lundi 09 octobre 2023 au samedi 20 janvier 2024

Congés des fêtes de fin d'année : samedi 23 décembre 2023 au dimanche 07 janvier 2024

Évaluations et résultats : lundi 29 janvier au dimanche 10 mars 2024

SEMESTRE MOUSSON

Enseignements : lundi 18 mars au samedi 29 juin 2024

Congés de Pâques : lundi 25 mars au dimanche 07 avril 2024

Évaluations et résultats : lundi 08 juillet au dimanche 18 août 2024

Mais il est à noter qu'à travers un arrêté uniformisant le calendrier signé du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche,

l'année académique 2023-2024 se déroulera selon le même chronogramme pour tous les établissements d'enseignement supérieur, publics comme privés.

Concrètement, la rentrée académique est fixée au lundi 09 octobre 2023, et le début des enseignements, une semaine plus tard, le lundi 16 octobre. En prélude à cela, les dépôts de dossiers de candidature et les sélections et concours d'entrée se déroulent depuis le 04 septembre et ce jusqu'au 06 octobre.

La rentrée doctorale, dans les universités de Lomé et Kara, est programmée au lundi 06 novembre, tandis que la semaine de l'étudiant est projetée du lundi 04 au dimanche 10 mars 2024.

Pour rappel, une première étape avait déjà été franchie il y a quelques mois, avec l'harmonisation des offres de formations universitaires. Dans cette foulée, les examens du système LMD (Licence-Master-Doctorat) sont devenus des examens nationaux.

K.Y.



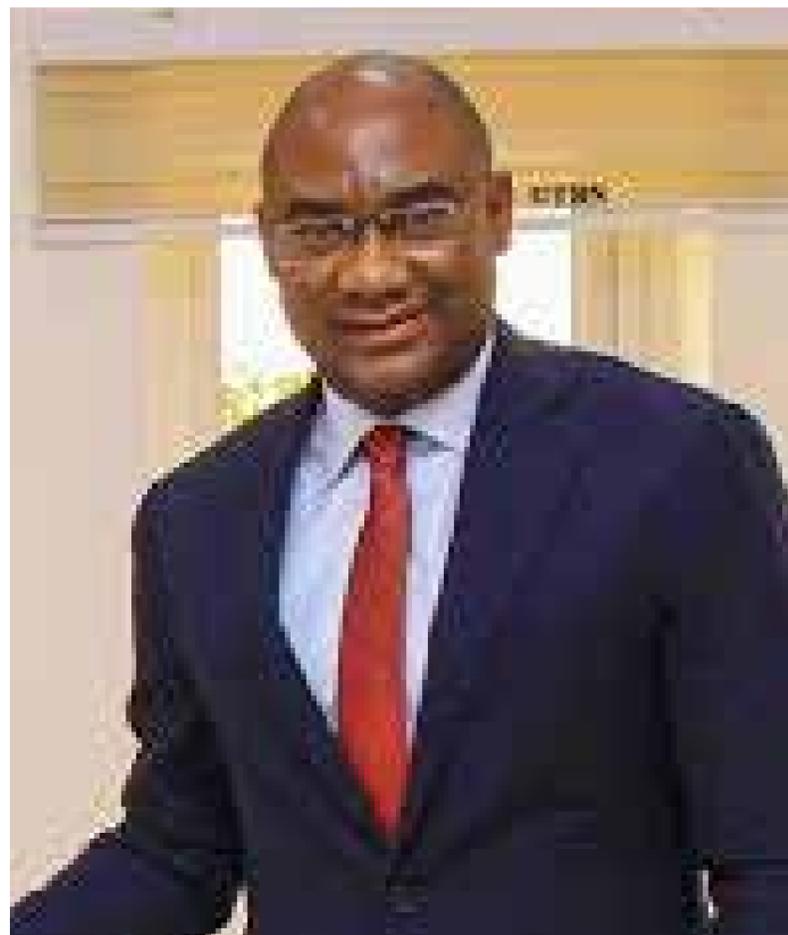
- Menuiserie Aluminium
- Alucobonde, Pose de rideaux,
- Pose de tuiles, Toiture,
- Location et Entretien

Pour tous vos projets, chantiers et besoins en meubles en architecture aluminium

RIDLEY-Ent
Kodjoviakopé Non loin de Mivip

Responsable
KPEKPASSI Yélé
Tel: 92 87 85 62

LE TOGO INTRODUIT L'ANGLAIS AU PRÉSCOLAIRE ET AU PRIMAIRE



Les conséquences de l'adhésion il y a un an au Commonwealth se font sentir sur le terrain. Le 15 septembre dernier, le ministère des enseignements primaire et secondaire, sur orientation présidentielle, a annoncé l'introduction de l'enseignement de l'anglais au préscolaire et au primaire.

La phase pilote sera lancée dès cette rentrée scolaire 2023-2024, dans des écoles primaires publiques, privées laïques et confessionnelles retenues sur tout le territoire national. L'expérimentation concernera uniquement pour l'instant le Cours Préparatoire ou CP. Quant aux autres sous-cycles du primaire, "ils suivront progressivement dans les années à venir", a indiqué le ministre Dodzi Kokoroko.

L'objectif du gouvernement, est de préparer la jeunesse éducative à développer des compétences linguistiques et communicationnelles en anglais. L'introduction de cet enseignement se fera notamment à l'aide de divers types d'outils élaborés, qui comprennent notamment des supports pédagogiques (audios, vidéos, guides, manuels, tutoriels...) et des outils de suivi et d'évaluation.

GRACOM



MAALIM

TCHOUKOUTOU ET AWOULLA

Le choix de
Cecile Meba

Disponible dans les kiosques et boutiques

L'ACTIVITÉ DU 'WIFI ZONE' EST DÉSORMAIS ENCADRÉE AU TOGO

Désormais au Togo, la fourniture de service de WiFi Zone est réglementée et soumise à une déclaration auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et postes (Arcep). Un délai de trois mois est d'ailleurs accordé aux fournisseurs actifs pour se conformer avant l'entrée en vigueur de la mesure.

Concrètement, l'exploitation de service de WiFi Zone devra désormais se faire "à partir d'un accès internet souscrit auprès d'un opérateur autorisé", précise-t-il. En outre, les fournisseurs de ces services devront souscrire à plusieurs obligations, comme l'identification des clients et utilisateurs, la coopération avec les autorités publiques en cas d'infraction commise à partir d'un service offert, ou encore l'exploitation saine et à des fins licites de services de fourniture.

En rappel, au Togo, le Wifi zone participe à l'inclusion numérique en permettant aux consommateurs à faibles revenus d'accéder au haut-débit fixe à des tarifs beaucoup plus abordables.

Elysée



FRIMET

...Une Afrique des métiers



- CARTOGRAPHIE SIG
- EXPERTISE FONCIÈRE
- IMMOBILIER
- FORMATION

Numérique :**LE TOGO ÉTOILE MONTANTE EN AFRIQUE**

La transformation digitale est sans aucun doute gage de développement social. C'est un procédé qui simplifie la vie active, rapproche davantage les citoyens vers les institutions de la République, connecte les habitants, simplifie les démarches administratives... Le Togo est entiché par l'essor du numérique et il réalise d'importantes actions pour exceller dans le domaine. L'un des efforts du pays est la construction des infrastructures adaptées aux différents besoins. Au cours de la dernière décennie, quelques-unes très stratégiques ont été installées.

Un centre de données actif

Il a été construit un Data centre à Lomé de niveau Tier III pour un montant de 12,7 milliards de francs CFA. Cette infrastructure indispensable pour un pays engagé sur la voie du numérique permet d'héberger des données sensibles.

Dans cette liste non exhaustive des initiatives à forte valeur ajoutée, il y a l'opérationnalisation du e-Gouvernement qui permet à l'administration d'être interconnectée par un réseau de fibre optique avec déjà plus de 10 000 fonctionnaires bénéficiaires.

La cybersécurité, facteur pris en compte C'est pourquoi le Data Center Carrier Hotel a été inaugurée en juin 2021. Comme évoqué plus haut, il sauvegarde et sécurise les données nationales, garantit aux opérateurs privés des services efficaces



d'hébergement de serveurs en colocation et assure une utilisation optimisée des réseaux pour tous.

Une autre institution est en charge de protéger les données et veiller à une souveraineté numérique : c'est l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy). Elle réprime la cybercriminalité en tant que principale autorité en la matière.

Accentuation de l'utilisation du numérique

Le pays a engagé des réformes comme la digitalisation des services de l'administration, l'utilisation de la biométrie, l'intensification de l'inclusion financière à travers des solutions digitales. Le portail national des services publics digitalisés est l'un des procédés phares.

Disponible à l'adresse <http://service-public.gouv.tg> il regroupe l'ensemble des services publics digitalisés de l'administration. Tout

citoyen a la possibilité d'effectuer des demandes en ligne et de suivre l'évolution du dossier depuis son compte utilisateur. En juin 2023, on estimait à 101 730 le nombre de demandes déjà enregistrées sur la plateforme, avec plus de 97 000 comptes créés dont 64% pour les hommes et 36% pour les femmes.

La Rédaction

Climat des affaires :**LES INVESTISSEMENTS EN HAUSSE CES 05 DERNIÈRES ANNÉES**

Le Togo connaît une augmentation des investissements les cinq (05) dernières années.

Avec les réformes structurelles multiformes et la modernisation des infrastructures, les investissements au Togo ont progressé en moyenne de 4,5% ces cinq dernières années pour atteindre plus de 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2022. Dans les détails, depuis 2018, ces investissements sont progression en moyenne de 4,5%, pour atteindre plus de 20% du PIB en 2022.

Pour capitaliser sur ces bonnes performances, le gouvernement a renforcé le dialogue avec le secteur privé en multipliant les initiatives, et s'active à attirer davantage d'investisseurs, à travers les actions du ministère dédié à la promotion de l'investissement.

Au premier trimestre 2023, le pays a approuvé quatre (04) grands projets d'investissements étrangers avec un coût de 19 milliards FCFA.

Marcel SOGLO

Projet SSEQCU**LA RÉGION DES PLATEAUX SERA DOTÉE DE 26 NOUVELLES FORMATIONS SANITAIRES**

Les actions du gouvernement pour une santé pour tous se poursuivent sur toute l'étendue du territoire. Après les Savanes, où 16 infrastructures sanitaires ont été construites, le gouvernement s'apprête à doter la région des Plateaux de 26 nouvelles formations sanitaires. Un appel d'offres a été lancé récemment en ce sens par le ministère de la santé, à l'endroit des entreprises. De façon concrète, les nouveaux centres de santé, prévus dans le cadre du projet de Services de santé essentiels de qualité pour une couverture sanitaire universelle (SSEQCU), seront érigés dans les localités d'Agou, Akébou, Amou, Anié, Danyi, Haho, Kloto, Kpele et Wawa. Ils seront notamment déclinés en bâtiments de soins, de blocs sanitaires, et d'infrastructures connexes.

E.J.





POUR

LA SECURISATION DE MES BIENS FONCIERS

OUI
CAMPAGNE DE COLLECTE
D'INFORMATIONS FONCIÈRES

COMMUNES
Agooe-Nyive 1 & 2

22 Mai | 20
21 Août | 23

NOS PARTENAIRES



CEDEAO/ Paix, vivre-ensemble, tolérance et économie

LES PEULS ET HAALIPULARS GUINÉENS RÉUNIS AU SEIN DE LA CNFHPG S'ACTIVENT

La Coordination des Foulbhe et Haalipular de la Guinée (CNFHPG) s'engage pour la promotion du vivre-ensemble, la paix, la cohésion sociale et le développement de la Guinée Conakry et de l'espace CEDEAO. En collaboration avec l'Union des Ressortissants de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest vivant au Togo, les responsables de cette communauté venus du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, de la Guinée et du Togo, ont échangé sur des questions visant à la promotion du vivre-ensemble, la cohésion, la paix et le développement économique de leur pays. Ils ont affirmé leur attachement aux valeurs culturelles, de la tolérance et de la solidarité au cours d'une rencontre tenue à Lomé le jeudi 14 septembre 2023.

L'objectif selon El-Hadj AMADOU Oury Diallo, Vice-président de la CNFHPG chargé des antennes nationales et extérieures, est de « promouvoir la fraternité intracommunautaire des Foulbhe et Haalipular de la Guinée, la collaboration et la fraternité intracommunautaire entre les peuhls et tous nos frères vivant en Guinée, que ce soit en Basse Guinée, en Haute Guinée ou en Guinée Forestière et les relations entre ceux vivant à l'intérieur et ceux vivant à l'extérieur, pour tisser des relations fraternelles collégiales pour nous entendre, nous supporter, nous entraider et travailler dans une seule et unique direction pour l'intérêt de Fouta et de toute la République de Guinée ». Il s'agit pour lui, de faire en sorte que les communautés peuhls de la Guinée vivants à l'extérieur, puissent fraterniser avec les communautés vivant dans les pays d'accueil, dans le respect des lois, des principes des us et coutumes de ces pays. « Nous sommes conscients que la société reste le cadre identitaire



par excellence de toutes les composantes sociales, le creuset où se façonnent la conscience, la morale et la responsabilité du citoyen. En matière de développement le caractère déterminant de l'économie est sans équivoque, la position primordiale du social est tout aussi évidente. C'est dans cette logique qu'en République de Guinée, une place de choix est donnée à la concertation intra et inter communautaire à travers les Coordinations Régionales. Celles-ci jouent un rôle crucial dans la recherche et la culture de la paix, de la préservation de nos valeurs de civilisation, le respect de l'autre, afin d'œuvrer de concert au développement et au mieux-être des populations sans exclusive. C'est dans ce cadre que des sages s'étaient retrouvés pour passer en revue les contraintes et réalités sociales qui pèsent sur la vie quotidienne du guinéen. Ils parvinrent à la conclusion qu'il fallait mieux s'organiser pour raffermir la cohésion sociale,

protéger et sauvegarder nos US et coutumes tout en œuvrant à la consolidation de la paix et de l'unité nationales, gage de stabilité et de développement national équitable», a-t-il fait mention.

Contribuer à la promotion de l'économie Guinéenne

Outre la cohésion sociale, la Coordination des Foulbhe et Haalipular de la Guinée entendent contribuer au développement économique de la Guinée Conakry. Des réflexions ont été menées en ce sens, notamment sur la dimension économique et sociale de Fouta-Djalon et de la Guinée Conakry dans son ensemble. Pour atteindre ces objectifs, il sera également procédé à l'élargissement de la coordination en Guinée et dans les pays d'accueil des communauté peuhls afin d'imprimer ces valeurs partout.

Une cohabitation pacifique et séculaire

Le Président de l'Union des Ressortissants de la CEDEAO au Togo, AMADOU Oury Balde a, quant à lui, souligné les bonnes relations entre les autres communautés qui résident sur le sol togolais grâce à l'hospitalité qu'offre le peuple togolais et ses dirigeants. Sa présence aux côtés de la CNFHPG, s'explique par l'engagement de son organisation en faveur d'une intégration sous-régionale. « L'Union des Ressortissants de la CEDEAO au Togo travaille pour faciliter l'intégration, la solidarité et la cohésion sociale entre les peuples. Les communautés Foulbhe et Haalipular de la Guinée Conakry et celles du Togo sont ensemble depuis des siècles. On travaille ensemble avec la population togolaise, la plupart d'entre nous sont des opérateurs économiques. On remercie les autorités qui facilitent la tâche à toutes les communautés de la CEDEAO de circuler librement et de s'engager librement dans les affaires économiques et sociales du pays », a-t-il expliqué.

La paix, gage de développement

Selon le responsable de l'antenne Togo de l'Union des Ressortissants de la CEDEAO, pour travailler librement, il faut qu'il y ait la paix. Il remercie le chef de l'Etat togolais pour son engagement en faveur de la paix dans la sous-région notamment dans les zones menacées par l'insécurité surtout dans les pays sahéliers.

Ensemble avec la Coordination des Foulbhe et Haalipular de la Guinée, l'Union des Ressortissants de la CEDEAO au Togo exhorte les communautés au vivre-ensemble, à la tolérance et au pardon.

Elle appelle en outre, les chefs d'Etat de la sous-région à privilégier les approches diplomatiques dans la résolution des crises au Niger, au Burkina Faso et au Mali. « On vient de sortir de la crise à covid-19. On ne peut plus supporter un conflit armé dans notre espace. Si on va dans cette direction, il y a un risque de désintégration de la CEDEAO. On pense que la CEDEAO ne peut pas survivre à une guerre fratricide entre ses Etats membres. C'est pour cela nous saluons la position modérée du chef de l'Etat du Togo et de ses autres autorités. Nous invitons les autres chefs d'Etat à faire du même », a-t-il exhorté.

L'objectif général de la Coordination, est de créer une synergie de compréhension et de coordination de toutes actions de développement économique, culturel et social entre les peuhls et Haalipulars Guinéens de l'intérieur et de la diaspora afin de participer d'une façon efficace aux efforts des gouvernants, à la tolérance et à la Paix entre les peuple du monde.

Togoreveil

Culture :

LA 67^e ÉDITION DE LA FÊTE D'AGBOGBOZA CÉLÉBRÉE À NOTSÉ

Les peuples Ewé du Togo, du Ghana, du Bénin et d'ailleurs ont célébré le weekend le 9 septembre dernier, la 67^e édition de la fête « Agbogboza ». La commémoration de cette fête traditionnelle légendaire s'est déroulée à Notsé, en présence du Premier ministre et de plusieurs membres du Gouvernement. Cette année, l'événement est axé autour du thème « la contribution de la tradition des pratiques ancestrales pour le développement de la paix et la sécurité au Togo ». Elle a été marquée par des prestations folkloriques, des cérémonies rituelles et prières, des démonstrations artistiques et culinaires et des visites sur les sites emblématique historique du peuple Ewé.

Pour le Ministre Edem Kokou TENGUE qui représentait le chef de l'Etat, « cette célébration a été l'occasion de mettre en valeur la richesse et la diversité de la culture Ewe, en mettant en lumière les traditions, les danses envoûtantes et les costumes colorés qui font la fierté de cette communauté ».



Marcel SOGLO

Du 20 septembre au 20 décembre 2023

L'OTR BAISSÉ LES PRIX DE DOUANE POUR LES VÉHICULES EN SOUFFRANCE

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a lancé lundi dernier, une campagne de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq ans d'âge, en souffrance sous douane.

L'offre promotionnelle, qui couvrira la période du 20 septembre au 20 décembre 2023, se veut un coup de pouce de l'Office en ces moments de vie chère. Surtout, elle vise à décongestionner les parcs automobiles, afin d'inciter aux nouvelles commandes de fin d'année.

"Toutes les personnes bénéficiant de cette mesure de dépréciation sont invitées à faire valoir leurs droits au plus tard le 31 décembre 2023, par la liquidation et le paiement effectif des droits dus", a exhorté le Commissaire général de l'OTR, Philippe Tchodie. Passé ce délai, "la dépréciation accordée sera automatiquement annulée", a-t-il précisé.

Elysée J.



BONS RÉSULTATS DE FIN D'ANNÉE SCOLAIRE, FRUITS DE DÉCISIONS POLITIQUES SALVATRICES



Au Togo, l'année académique 2022-2023 présente un bilan encourageant en ce qui concerne les résultats des examens nationaux. D'une classe à l'autre, les chiffres sont plutôt en progression, un succès qui n'est pas étranger aux actions sociales ou initiatives publiques entreprises par le gouvernement.

Le Certificat d'études du premier degré (CEPD) est le premier diplôme délivré aux apprenants après 06 classes réussies correspondant à 06 années pour les élèves qui n'ont jamais échoué.

Évolution du taux de réussite

En 2023, 203 664 candidats se sont présentés au CEPD. Le taux de réussite à cet examen est de 97,98% égal à 199 553 élèves réussis. L'évolution est saisissante puisqu'en 2022, le bilan a ressorti que pour le CEPD, le taux de réussite a été de 93,30%. Cette année, dans aucune des régions du pays le taux de réussite n'est inférieur à 90%. Dans le Grand Lomé, 51 125 candidats sont admis sur 51 588, soit un pourcentage de 99,1%.

81,77% pour le BEPC

C'est le diplôme qui marque la fin du collège. Les résultats du Brevet d'études du premier cycle, session 2023, font remarquer que 108 305 candidats ont décroché leur

ticket pour le lycée sur 132 451 élèves ayant composé. Les admis représentent 81,77% du nombre total d'inscrits. Pour cet examen, le taux de réussite l'année précédente était de 82,99%.

Le probatoire a souri aux élèves

À la plupart d'entre deux puisque le taux de réussite est de 78,51%, soit 58 692 admis sur les 74 749 personnes évaluées. Ce chiffre du Baccalauréat 1ère partie (BAC 1) est en hausse par rapport à l'année précédente où il y avait 75,83% de candidats réussis.

Enfin le BAC II

Les résultats 2023 donnent un taux de réussite toutes séries confondues de 79,43%, soit 57 440 candidats au total qui ont obtenu leur diplôme. Le chiffre marque une augmentation du nombre d'admis par rapport à l'année précédente qui a affiché un taux de réussite de 74,34% contre 69,59% une année plus tôt, 62% en 2020 et 54,21% en 2019.

Dorénavant, les apprenants étudient dans la quiétude avec la gratuité des frais de scolarité, la suppression des frais d'inscription aux examens, le désengorgement des salles de classes avec le système de double flux, les cantines scolaires, la prise en charge sanitaire à travers School Assur, la lutte contre la discrimination en milieu scolaire, etc.

LA LOI SUR LES TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES POUR UN ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE TRÈS APAISÉ AU TOGO



Le numérique est devenu la pièce maîtresse de plusieurs projets sociaux. Il est utilisé régulièrement, surtout pour des transactions monétaires. Mais la question de la sécurité est un défi que relèvent au mieux les gouvernants du pays.

L'inquiétude actuelle du Togo est dirigée vers des solutions visant à garantir un environnement numérique sécurisé à tous les habitants. C'est dans cette optique qu'en 2017 les autorités ont adopté la loi sur les transactions électroniques.

Elle offre des niveaux de sécurité appropriés pour les opérations par la mise en place de la preuve électronique et de la signature électronique sécurisée. Elle crée un environnement propice au e-commerce et facilite la dématérialisation des formalités administratives. Au fil des années,

les échanges via les TIC ont pris de l'ampleur et de nouvelles menaces liées à la sécurité et les échanges en ligne peuvent voir le jour. Par conséquent, 06 ans après la loi susmentionnée est mise à jour par l'adoption d'une loi de modification. Le premier objectif de cette révision est d'actualiser le cadre juridique de telle sorte qu'il soit favorable à la transformation digitale, au développement du commerce électronique, aux transactions entre les entreprises et les consommateurs sur le territoire.

Un autre objectif de l'adoption de cette loi de modification est qu'elle puisse aider les entreprises et les administrations à proposer des services innovants en ligne en toute sécurité, tout en offrant aux usagers une expérience à la fois simplifiée, pratique, fluide et sécurisée.

La dématérialisation des procédures est simplifiée. Cela

se traduira par un renforcement des normes concernant la copie électronique et la préservation de la signature électronique qualifiée. Des exigences seront imposées aux prestataires de services de confiance, et une réglementation sera mise en place pour le cachet électronique et le coffre-fort numérique.

Des transactions en milliards

En 2018 le nombre d'utilisateurs d'argent mobile était de 2,3 millions. La même année, le volume global des transactions via le mobile money s'estimait à quelques 607,7 milliards de francs CFA. Ces chiffres font prendre conscience de l'environnement numérique très apaisé qu'offre le Togo. L'inclusion sociale et le développement économique dans le pays en sont fortement impactés.

Booster la filière mangue au Togo

LE PLAN D'ACTION D'INVESTISSEMENT 2024-2028 ESTIMÉ À PRÈS DE 2 MILLIARD DE FRANCS CFA

La filière mangue n'échappe pas aux premiers responsables du pays. Comme d'autres, les autorités togolaises veulent faire de cette filière, une filière porteuse, créatrice d'emplois et compétitive pour une croissance économique forte et durable. Un plan quinquennal a donc été élaboré.

En 2022 la production de mangues au Togo était de 50 500 tonnes, avec 718 producteurs recensés. Le Plan d'action d'investissement de la filière mangue 2024-2028 a été créé pour booster la filière. Il est valorisé à 1,715 milliard de francs CFA.

Un plan structuré en 04 axes stratégiques

Il s'agit d'améliorer la production et la qualité des mangues ; développer et valoriser les produits et sous-produits de la mangue ; créer un environnement favorable au développement de la filière ; et organiser les acteurs pour améliorer la gouvernance dans le secteur. Plusieurs actions seront menées



comme l'aménagement de 500 hectares de terres dédiées à la culture de la mangue. Sur les 500 hectares, il sera planté près de 773 000 manguiers dans les Zones d'aménagement agricole planifiées

(Zaap). Par ailleurs, il est également prévu l'aménagement de 02 Zaap supplémentaires d'une superficie de 100 hectares chacune, uniquement dédiées à la culture de mangues. Ce qui permettra de donner du tonus à

la production.

Des changements notables attendus

Grâce au plan quinquennal, la filière mangue connaîtra des mutations majeures. Ce plan favorisera la

réduction des pertes post-récolte, améliorera la qualité des mangues à l'exportation. Le tout sera bonifié par une amélioration des revenus des producteurs. La sécurité alimentaire du pays devrait également être impactée positivement.

Des initiatives gouvernementales qui changent tout

Des stratégies publiques font transcender la filière. Elles ont contribué par exemple à la mise en place d'une Fédération nationale des coopératives productrices de mangue du Togo (FNCPM), d'une Fédération nationale de commerçants et exportateurs de mangue (FNCEM). Un guide de bonnes pratiques pour la production de la mangue de qualité et compétitive sur le marché a été aussi élaboré. Il n'est pas moins important.

Togo

FORTE AMBITION POUR LES DIRIGEANTS DE DOUBLER LA PRODUCTION D'ANANAS EN 05 ANS



Bonne nouvelle pour la filière ananas ! Pour accroître massivement sa production, le pays vient de valider un plan d'investissement à plusieurs milliards de francs CFA, qui va s'établir sur une période de 05 ans. Intitulé Plan d'action d'investissement de la filière ananas 2024-2028, le document retrace les principales actions à mener d'ici 2028 pour un meilleur rendement de la filière. La mise en application de ce plan est estimée à un coût global de 9,5 milliards de francs CFA.

Les objectifs principaux

Le premier est de promouvoir le développement durable de la filière en doublant la production d'ananas fruit de 44 391 tonnes à 88 782 tonnes, mais également d'en transformer au moins 75% contre 35% actuellement à l'horizon 2028. Les fonds nécessaires pour conduire ce plan à succès devraient émaner de l'État togolais, du

Conseil interprofessionnel de la filière ananas au Togo (Cifan) et des partenaires.

Le plan d'investissement se focalisera sur 03 axes principaux : la promotion des modes de production durables qui garantissent de meilleurs revenus ; la promotion d'un meilleur accès au marché ; l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance de la filière ananas.

Une filière en pleine croissance

La production de l'ananas au Togo a franchi la barre de 40 000 tonnes l'année dernière. D'après un bilan du Projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité de la filière ananas au Togo (Procat), la production d'ananas est estimée à 44 391 tonnes en 2022.

Sur cette quantité, 33 737 tonnes sont des ananas bio. Le rendement qui était de 27 000 tonnes en 2017 a progressé de près de 12% pour

passer à 30 149 tonnes en 2019 avant de s'accroître à nouveau de 47% pour atteindre 44 391 tonnes en 2022.

Les acteurs de la filière ananas

03 groupes interagissent dans la filière au Togo. Il s'agit des producteurs, des transformateurs et des commerçants et/ou exportateurs. Les producteurs exploitent de petites superficies qui varient entre 0,4 et 0,8 ha soit une moyenne de 0,6 ha.

En ce qui concerne les transformateurs, le nombre est passé de 30 à une cinquantaine entre 2017 et 2022. Quant aux acteurs de la commercialisation, ils sont représentés par les exportateurs, les semi-grossistes et les détaillants. Toutes ces personnes réunies font de l'ananas une filière très prometteuse au Togo.

Théâtre à Fiohomé

SÉFAKO FAIT SA PREMIÈRE MISE EN SCÈNE



L'Espace Fiohomé de Lomé, a accueilli la première du spectacle de théâtre « Moyenne Sexuellement transmissible » ce vendredi 1er septembre 2023. À travers ce texte de Gustave AKAKPO, la comédienne Séfako Abra AGBOKOU, lève le voile sur la délinquance de l'environnement éducatif.

Comme un miroir, il s'agit d'un spectacle qui expose avec humour les comportements qui perturbent le système éducatif. Dans un collège d'un village imaginaire, trois comédiens interprètent les dérives d'un enseignant qui a pris l'habitude d'user de son autorité sur les filles de son établissement. Sans pour autant choquer le public, le texte nous parle de "elle", une adolescente jouant de son corps pour obtenir des notes allant de passable à légèrement passable. Sous la malicieuse domination de l'enseignant, "elle" se retrouve dans le piège sans fin des moyennes sexuellement transmissibles.

Si le jeu d'acteur est resté constamment aléatoire, il n'en demeure pas moins que le sujet de ce spectacle traite d'une grosse entrave à l'éducation. Sans porter de jugement, Séfako invite les acteurs de l'éducation à des réflexions approfondies sur cette problématique.

« Moyenne Sexuellement transmissible, c'est une négociation

de note entre élèves et enseignants, et après ça bascule dans quelque chose que l'enseignant ne maîtrise pas. Le texte fait intervenir des personnages à la fois réels et irréels, ce qui donne une autre dimension à la pièce », explique Séfako Abra Agbokou.

En quarante minutes, les acteurs ont su accrocher le public de Fiohomé avec leurs gestes calculés, leur changement de voix et surtout ce jeu de passe-passe entre le réel et l'imaginaire.

Prévue pour être représentée dans plusieurs autres endroits, la pièce se joue sur un décor minimaliste, composé simplement d'une toile de fond de couleur noire décorée avec des chiffres découpés dans du contreplaqué. Avec leurs accoutrements typiquement scolaires, les comédiens ont projeté le public dans une réalité purement scolaire.

Cependant, la pièce a pris fin sur des questionnements tout comme à son début, laissant la place aux critiques d'art pour échanger sur « le travail, la démarche de la création, les incompréhensions du public, etc. », a conclu Séfako Abra Agbokou avant de remercier les comédiens, techniciens, critiques, artistes, amateurs d'art, partenaires, journalistes, public...

Plus de 4 Millions d'abonnés !

N'LABALÉ
AKPÉ
 KOUTCHÉ
KOKARI
 ERA MEG'BE EWLESSE
AKPÉ **AKPÉ**
 KOUTCHÉ
 KOKARI **M'BO**
M'BO EWLESSE
 ERA MEG'BE **KOKARI**
MERCI **N'LABALÉ**
 ERA MEG'BE **THANKS**
BALK
 EWLESSE
KOKARI

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom